



PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
DIRECTION DE LA COORDINATION
ET DU MANAGEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Arrêté n° 2015/ICPE/044

autorisant la société CMGO

*à effectuer la modification des conditions d'exploitation de la carrière,
sur la commune de Vieillevigne, près du lieu-dit « Le Pâtis »*

LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

**Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment son livre V - titre 1^{er} ;

VU l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 février 1985 autorisant l'entreprise GADAIS à exploiter une carrière de gneiss située au lieu-dit "Le Pâtis" à Vieillevigne ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 juin 1992 autorisant l'entreprise GADAIS à étendre l'exploitation de la carrière de gneiss située au lieu-dit "Le Pâtis" à Vieillevigne ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1992 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit "Le Pâtis" à Vieillevigne au groupement d'intérêt économique Carrières du Pâtis et fixant des prescriptions complémentaires ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 1993 fixant des prescriptions complémentaires relatives aux tirs de mines pour l'exploitation de la carrière située au lieu-dit "Le Pâtis" à Vieillevigne ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 1996 autorisant le GIE Carrières du Pâtis à poursuivre l'exploitation d'une installation de premier traitement de matériaux de carrières située au lieu-dit "Le Pâtis" à Vieillevigne ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 1999 fixant le montant des garanties financières pour l'exploitation de la carrière située au lieu-dit "Le Pâtis" à Vieillevigne ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 août 2012 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit "Le Pâtis" à Vieillevigne à la société CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest) ;

VU la demande en date du 21 juillet 2014 par laquelle la société CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest), dont le siège social est situé 2, rue Gaspard Coriolis - 44300 Nantes a sollicité la fusion des arrêtés préfectoraux du 13/02/1985 et du 19/06/1992 et la conservation de l'échéance du 19/06/2022 pour la fin de l'autorisation accordée ;

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées en date du 10 novembre 2014 ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (formation spécialisée des carrières) en date du 11 décembre 2014 ;

VU le projet d'arrêté transmis en date du 28 janvier 2015 à la société CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest) en application de l'article R 512-26 du code de l'environnement en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

VU la réponse du pétitionnaire en date du ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les éléments du dossier déposé par l'exploitant en 1991, de l'instruction qui a suivi qui a abouti à l'arrêté préfectoral du 19 juin 1992 autorisant l'entreprise GADAIS à étendre l'exploitation de la carrière de gneiss située au lieu-dit "Le Pâtis" à Vieilleville ne permettent pas de justifier une échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière différenciée selon les parcelles concernées ;

CONSIDERANT que les modifications sollicitées par l'exploitant, dans sa demande susvisée, ne font pas apparaître d'impacts notables nouveaux sur l'environnement et que par conséquent, dans les formes prévues aux articles R 512-31 et R 512-33 du code de l'environnement, un arrêté préfectoral peut être établi ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L 211-1 et L 511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 1992 est remplacé par :

« Conformément aux plans parcellaires joints aux demandes d'autorisation, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles suivantes du plan cadastral de la commune de Vieilleville :

	Parcelles concernées		Surface
	Section	Numéro (pp = pour partie)	
Surface déjà autorisée	YA	13 pp, 14 pp, 15 pp, 16 pp, 17 pp	7 ha 33 a 78 ca
Extension	YA	9 pp, 10 pp, 11 pp, 12 pp	4 ha 40 a 20 ca

L'autorisation d'exploiter, incluant la remise en état du site, est accordée pour une durée de **30 ans** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Elle est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans la limite des contrats de forage et des droits de propriété dont le bénéficiaire est titulaire. »

Article 2 :

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 1992 est remplacé par :

« Conformément aux plans parcellaires joints aux demandes d'autorisation, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles suivantes du plan cadastral de la commune de Vieilleville :

	Parcelles concernées		Surface
	Section	Numéro (pp = pour partie)	
Surface déjà autorisée	YA	13 pp, 14 pp, 15 pp, 16 pp, 17 pp	7 ha 33 a 78 ca
Extension	YA	9 pp, 10 pp, 11 pp, 12 pp	4 ha 40 a 20 ca

L'autorisation d'exploiter, incluant la remise en état du site, est accordée **jusqu'au 19 juin 2022**.

Elle est accordée sous réserve du droit des tiers et n'a d'effet que dans la limite des contrats de forage et des droits de propriété dont le bénéficiaire est titulaire. »

Article 3 :

L'arrêté du 13 février 1985 est abrogé.

Article 4 :

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Vieillevigne et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté énumérant les motifs et les considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles les installations sont soumises doit être affiché à la mairie de Vieillevigne pendant une période minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités doit être dressé par les soins du maire de Vieillevigne et envoyé à la préfecture de la Loire Atlantique (direction de la coordination et du management de l'action publique - bureau des procédures d'utilité publique).

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique.

Le même extrait doit être affiché en permanence de façon visible dans la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans les quotidiens "Ouest-France" et "Presse-Océan".

Article 5 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 et de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;
- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté,
- ou, lorsque la mise en service des installations n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service,
- par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire Atlantique, le maire de Vieillevigne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société CMGO (Carrières et Matériaux du Grand Ouest - 2, rue Gaspard Coriolis - 44300 Nantes).

Nantes, le 03 MARS 2015

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Emmanuel AUBRY

